

Paris, le 9 juin 2020

AEF

Racisme, violences : les déclarations de Christophe Castaner mal accueillies par les représentants des forces de l'ordre

Les syndicats de police font part de leur colère, mardi 9 juin 2020, après les annonces du ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, visant à lutter contre les violences illégitimes et les discriminations au sein des forces de l'ordre. Ils dénoncent l'interdiction de la "technique d'étranglement", seul moyen selon eux d'immobiliser une personne "forte et puissante" qui refuse de se faire interpellé. En matière de racisme, ils estiment que l'on passe de la condamnation du comportement avéré à la "présomption de culpabilité". Du côté des APNM de gendarmes, le sentiment est également mitigé.

"C'est une défiance vis-à-vis de l'institution tout entière", déclare à AEF info, mardi 9 juin 2020, le secrétaire général du syndicat Alliance police nationale (CFE-CGC), Fabien Vanhemelryck, au lendemain des annonces du ministre de l'Intérieur visant à lutter contre les violences illégitimes et les comportements racistes au sein de la police ([lire sur AEF info](#)). En cause, l'annonce que la technique d'interpellation par étranglement ne sera plus enseignée dans les écoles de police ni utilisée sur le terrain, et la demande du ministre que la "suspension soit systématiquement envisagée pour chaque soupçon avéré d'acte ou de propos raciste".

"Le soupçon de racisme, c'est le comble du comble. En clair, la présomption d'innocence, pour nous, ça n'existe pas, c'est une présomption de culpabilité systématique", poursuit le secrétaire général d'Alliance. "Le racisme dans la police existe, mais c'est une minorité. Et c'est un phénomène qui existe dans toute la société", assure-t-il. "Là, on jette le soupçon sur toute une institution." Et de prévenir : "Il ne faudra pas s'étonner si les collègues disent qu'ils en ont ras le bol et qu'il faudra faire sans eux sur le terrain."

"JEU D'ÉQUILIBRISTE"

L'étranglement était "la seule technique qui nous permettait de maîtriser un individu fort, costaud, et récalcitrant lors d'une interpellation", pointe en outre Fabien Vanhemelryck. "On nous enlève quelque chose sans rien nous donner en échange." Lors d'un déplacement dans l'Essonne, mardi 9 juin, le Premier ministre Édouard Philippe a reconnu que la mission des policiers et des gendarmes

"est redoutablement difficile" ([lire sur AEF info](#)). Des propos qui ne calment pas le mécontentement et qu'Alliance qualifie de "jeu d'équilibriste".

"C'est un peu bizarre. Le ministre de l'Intérieur s'exprime lundi soir, et le lendemain, le Premier ministre reprend la main pour recalibrer les choses parce qu'il craint que ça ne parte en vrille", observe Philippe Capon, le secrétaire général de l'Unsa police, interrogé par AEF info. "On travaille à l'envers. Le ministre fait des annonces, et ensuite il dit qu'il veut nous voir", ajoute-t-il. "Ça aurait dû être fait dans l'autre sens. Il aurait pu dire 'on va revoir les techniques d'intervention, il faut qu'on en discute', on aurait compris, mais il prend les décisions seul."

Tout en réaffirmant qu'il faut "combattre le racisme", Philippe Capon, à l'instar de ses collègues, ne décolère pas contre la "suspicion avérée", qui "veut dire qu'on est coupable avant même l'enquête". "Il a stigmatisé toute la police." Pour lui, "les ministres passent, ils ont chacun leur optique, et nous, on doit s'adapter. On est un peu un laboratoire. Cela fait cinq ans que nous sommes sous les feux de l'actualité, entre les attentats, les manifestations loi Travail, les gilets jaunes... Cinq ans qu'on nous utilise dans un sens ou dans l'autre, en travaillant sous la pression."

"ÉVITER DE DONNER DES COUPS"

"Les remontées des collègues sont très mauvaises, c'est de la colère et de l'incompréhension", témoigne également Grégory Joron, secrétaire national du syndicat Unité SGP police-FO. "Le ministre de l'Intérieur ne devrait pas s'exprimer sous le coup de l'émotion et sans concertation. Les collègues ont l'impression qu'on les met au ban, qu'ils travaillent mal". "Et puis, il y a désormais le soupçon avéré", ajoute-t-il. "C'est une présomption de culpabilité qui se dessine et les collègues le vivent très mal". Concernant l'étranglement, Grégory Joron explique que cette technique est enseignée "pour être utilisée quand on n'a pas le dessus physiquement, pour éviter de donner des coups". "Si on nous interdit tout, les policiers de terrain vont finir par faire leur vacation dans leur voiture en regardant l'herbe pousser."

"S'il est incontestable de lutter contre les racismes et les dérapages policiers menant à des violences", selon Alternative police-CFDT, le syndicat "n'accepte pas l'amalgame et la généralisation qui est faite du problème sur la base de comportements individuels très marginaux". Dans un communiqué, l'organisation évoque le "dégoût le plus profond des policiers qui, dès les annonces ministérielles, ont fait part de leur plus grande colère". Pour Alternative, les déclarations du ministre de l'Intérieur sont "la goutte d'eau qui fait déborder le vase". "La révolte policière est sur le point d'éclater."

"L'IMPRESSION QUE LA POLICE EST BRUTALE ET RACISTE"

Du côté des APNM, Marc Rollang, porte-parole de Gendarmes et citoyens, regrette que les déclarations du ministre de l'Intérieur aient eu lieu "sous le coup de la passion plus que de la raison". Celles-ci sont dès à présent un prétexte pour que des citoyens contrôlés pour des infractions constatées se disent discriminés et "revendiquent une forme d'impunité", estime-t-il. "On nous attribue des faits, des comportements idéologiques qui ne sont pas ceux de la maison ! Ce discours laisse l'impression que la police dans son ensemble est incontrôlable, brutale, raciste et violente."

La suspension administrative automatique des forces de l'ordre suspectées de racisme est mal vécue car "des protocoles existent déjà" et privilégient "une analyse à froid qui s'adapte aux faits et aux agents". "Il faut une police forte, en mesure de travailler, y compris en faisant usage de la force physique si nécessaire. Il n'y a jamais de souci lorsque nous sommes face à quelqu'un qui obtempère." La question des contrôles au faciès est "un faux débat", selon le représentant associatif. Quant à la réforme des inspections générales, "si ça peut rassurer, allons-y" mais le travail "extraordinaire" de l'IGGN, qui "ne souffre d'aucune impartialité", risque d'être alourdi, prévient-il.

UN "BUZZ MÉDIATIQUE"

Cette analyse est largement partagée par la deuxième APNM. "Ce manque de soutien aux forces de l'ordre me scandalise car il jette l'opprobre sur les institutions police et gendarmerie à partir de faits isolés de quelques individus", estime le président de GendXXI. "Nous ne sommes pas d'accord avec l'analyse qui est faite. Ça nous gêne toujours de faire des réformes quand il y a un buzz médiatique", réagit Frédéric Le Louette. L'IGGN risque de "perdre une partie de son autonomie" et se retrouve de fait "désavouée" dans son travail qu'elle effectue pourtant "en toute objectivité" ([lire sur AEF info](#)).

Quant au port obligatoire du RIO et au recours aux caméras-piétons, ils sont pour l'un systématique, pour l'autre en cours de déploiement, mais la généralisation des caméras risque de se heurter à un budget "mis à mal par la crise du Covid-19". "Les gendarmes ne contrôlent pas au faciès, on contrôle davantage à certains endroits en fonction de la réalité du terrain et de la sécurité des personnes", affirme Frédéric Le Louette. Il s'oppose à une "suspension généralisée" de gendarmes suspectés de faits racistes : "Cela ne peut pas être fait en préventif, sans preuve."

LE BUREAU NATIONAL